Numéro 8 Octobre 2026

ISSN 2960-1606

RAVSE

Revue d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales



Revue de Géographie du

LAVSE

https://revue.lavse.org/

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE GÉOGRAPHIE DE L'UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

RAVSE

Revue de Géographie du Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales, publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire

INDEXATION

Scientific Journal Impact Factor (SJIF)
https://sjifactor.com/passport.php?id=23819
Impact Factor : 6,87 (2026)

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur

Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Narcisse Bonaventure ASSI-KAUDJHIS,** Professeur Titulaire à l'UAO

Secrétariat administratif et technique

- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Guy Roger Yoboué KOFFI**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Edouard Zadi ZOGBO,** Maître de Conférences à l'UAO
- **Pierre Anvo AYEMOU,** Maître-Assistant à l'UAO
- **Senguen KOUAKOU,** Assistant, Informaticien, à l'UAO
- **Adeline Olga BRISSY,** Maître-Assistant à l'UAO
- **Enoc One GUEDE,** Maître-Assistant à l'UAO

Comité scientifique

- **DJAKO Arsène**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **ASSI-KAUDJHIS** Narcisse Bonaventure, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **GIBIGAYE** Moussa, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **GUEDEGBE** Odile DOSSOU, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi

(Bénin)

- **HECTHELI** Follygan, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **KADOUZA** Padabô, Professeur Titulaire, Université de Kara (Togo)
- **BLE Celestin**, Directeur de Recherches, CRO (Côte d'Ivoire)
- **ASSA** Rebecca Rachel A**.**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **BOUPKESSI** Tchaa, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **MÉDIEBOU** Chindji, Maître de Conférences Université de Yaoundé (Caméroun)
- **FANGNON** Bernard, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **YABI** Ibouraima, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **ABOUDOU** Ramanou Y. M. A., Professeur Titulaire, Université de Parakou (Bénin)
- **KOUMI** Rachelle, Maître de Recherches, CRO (Côte d'Ivoire)
- **BARIMA** Yao Sabas, Professeur Titulaire, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **CHEIKH** Samba Wade**,** Professeur Titulaire, Université Gaston Berger (Sénégal)
- **PAPA** Sakho, Maître de Conférences, Cheikh Anta Diop (Sénegal)
- **ADJAKPA** Tchékpo Théodore, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)

EDITORIAL

L'analyse de la vulnérabilité vise à comprendre les conditions et les expressions d'exposition néfaste aux catastrophes naturelles et aux crises dans le but de réduire leurs conséquences sur les populations, les territoires et les activités. La nécessité d'une approche géographique s'impose comme une réponse à la complexité de l'objet d'étude que constitue la vulnérabilité. La création de RAVSE résulte de l'engagement scientifique du Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-environnementales logé à l'Université Alassane Ouattara à contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques. RAVSE est une revue spécialisée de Géographie dont l'objectif est de contribuer à éclairer la complexité des facteurs de vulnérabilités socio-environnementales et les stratégies de résiliences mises en place par les sociétés dans un contexte de développement durable. Elle maintient sa ferme volonté de réunir les contributions venant d'horizon divers qui donnent à la vulnérabilité socio-environnementale son épaisseur géographique. Ce support de publication scientifique vient donc renforcer la visibilité des résultats des travaux de recherche menés sur les vulnérabilités socio-environnementales en géographie et les sciences connexes. RAVSE est au service des enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants qui s'intéressent à l'analyse des vulnérabilités socio-environnementales. A cet effet, RAVSE accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées aux facteurs de vulnérabilités socio-environnementales et les stratégies de résiliences.

Secrétariat de rédaction

COMITE DE LECTURE

- **ASSI-KAUDJHIS** Narcisse Bonaventure, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **GIBIGAYE** Moussa, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **GUEDEGBE** Odile DOSSOU, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)
- **HECTHELI** Follygan, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **KOUAME** Déhedé Paul, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **MAFOU** Kouassi Combo, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **N'GUESSAN** Kouassi Guillaume, Maître de Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
- **KOFFI** Yéboué Stéphane Koissy, Maître de Conférences, Université Péleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

- **DJAH** Armand Josué, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **KOUASSI** Kouamé Sylvestre, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- **ADJAKPA** Tchékpo Théodore, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Bénin)

AVIS AUX AUTEURS

La Revue d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementales (RAVSE), Revue de Géographie du LAVSE (Laboratoire d'Analyse des Vulnérabilités Socio-Environnementale) diffuse de travaux originaux de géographie qui relèvent du domaine des «Sciences de l'homme et de la société». Elle publie des articles originaux, rédigés en français, non publiés auparavant et non soumis pour publication dans une autre revue. Les normes qui suivent sont conformes à celles adoptées par le Comité Technique Spécialisé(CTS) de Lettres et sciences humaines / CAMES (cf. dispositions de la 38e session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016).

1- Manuscrit

Les textes à soumettre devront respecter les conditions de formes suivantes :

- le texte doit être transmis au format document doc (word 97-2003);
- il devra comprendre un maximum de 60.000 signes (espaces compris), interligne 1,5, police de caractères Times New Roman 12 ;
- insérer la pagination et ne pas insérer d'information autre que le numéro de page dans le pied de page ;
- les figures et les tableaux doivent être intégrés au texte et présentés avec des marges d'au moins six centimètres à droite et à gauche. Les caractères dans ces figures et tableaux doivent aussi être en Times 12. Les titres des illustrations (carte, tableaux, figures, photographies) doivent être mentionnés ;
- Le comité de rédaction demande aux auteurs de préciser sur la première page :
    - Le titre du texte,
    - Pour chaque auteur, une notice comprenant :
        - les nom et prénoms,
        - le grade
        - le rattachement institutionnel,
        - l'adresse électronique,
    - Un résumé en un seul paragraphe de 1000 signes (espaces compris) maximum, qui devra être différent du premier paragraphe du texte. Il doit notamment énoncer l'objectif poursuivi par l'auteur.
    - Proposer six mots clés.
    - Proposer le texte lui-même.

NB : le résumé doit être traduit en anglais ainsi que les mots clés.

Le manuscrit doit respecter la structuration suivante : Introduction, Méthodologie, Résultats (analyse des Résultats), Discussion, Conclusion, Références bibliographiques (s'il s'agit d'une recherche expérimentale ou empirique).

Les notes infrapaginales, si elles existent, doivent être numérotées en chiffres arabes, rédigées en taille 10 (Times New Roman). Réduire au maximum le nombre de notes infrapaginales. Ecrire les noms scientifiques et les mots empruntés à

d'autres langues que celle de l'article en italique (*Solanum lycopersicum*).
Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2. ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.). Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras)
1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique)
1.2.1. Troisième niveau (Times 12 italique sans le gras)

Les illustrations

Les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée au-dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). Ces éléments d'illustration doivent être : **i**. annoncés, **ii**. Insérés, **iii**. Commentés dans le corps du texte.
La présentation des illustrations : figures, cartes, graphiques, etc. doit respecter le miroir de la revue. Ces documents doivent porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle (pour les cartes).

2- Notes et références

2.1. Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

2.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit :

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées (T. K. YEBOUE, 2017, p. 18);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples:

En effet, l'objectif poursuivi par K. Kouassi (2012, p. 35), est «une meilleure appréhension des enjeux de la problématique de l'insalubrité dans l'espace urbain en général et à Adjamé (…)»

2.3. Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en continue et présentées en bas de page.

2.4. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Titre, Lieu de publication, Editeur, pages (p.) **pour les articles et les chapitres d'ouvrage.**

Le titre d'un article est présenté entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition

(ex: 2nde éd.).

2.5. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Par exemple:

Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, 345 p.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, PUF, Paris, 368 p.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, «Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre», *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, L'Harmattan, Paris, 153p.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, 1991, Migration et structuration associative : enjeux dans la moyenne vallée. In : *La vallée du fleuve Sénégal : évaluations et perspectives d'une décennie d'aménagements*, Karthala, Paris, p. 117-139.

SEIGNEBOS Christian, 2006, Perception du développement par les experts et les paysans au nord du Cameroun. In : *Environnement et mobilités géographiques*, Actes du séminaire, PRODIG, Paris, p. 11-25.

SOKEMAWU Koudzo, 2012, « Le marché aux fétiches : un lieu touristique au cœur de la ville de Lomé au Togo », In : *Journal de la Recherche Scientifique de l'Université de Lomé*, Série « Lettre et sciences humaines », Série B, Volume 14, Numéro 2, Université de Lomé, Lomé, p. 11-25.

Pour les travaux en ligne ajouter l'adresse électronique (URL).

3. Nota bene

3.1. Le non-respect des normes éditoriales entraîne le rejet d'un projet d'article.

3.2. Tous les prénoms des auteurs doivent être entièrement écrits dans la bibliographie.

3.3. Pagination des articles et chapitres d'ouvrage, écrire p. 2-45, par exemple et non pp. 2-45.

3.4. En cas de co-publication, citer tous les co-auteurs.

3.5. Eviter de faire des retraits au moment de débuter les paragraphes, observer plutôt un espace.

3.6. Plan: Introduction (Problématique, Hypothèse), Méthodologie (Approche), Résultats (analyse des résultats), Discussion, Conclusion, Références Bibliographiques

Résumé: dans le résumé, l'auteur fera apparaître le contexte, l'objectif, faire une esquisse de la méthode et des résultats obtenus. Traduire le résumé en Anglais **(y compris le titre de l'article)**

Introduction: doit présenter le contexte, la situation problématique, le problème, les questions de recherche, les objectifs de recherche et si possible les hypothèses**.**

Outils et méthodes: (Méthodologie/Approche), l'auteur expose uniquement ce qui est outils et méthodes

Résultats: l'auteur expose ses résultats, qui sont issus de la méthodologie annoncée dans **Outils et méthodes** (pas les résultats d'autres chercheurs). L'Analyse des résultats traduit l'explication de la relation entre les différentes variables objet de l'article; le point "R" présente le résultat issu de l'élaboration (traitement) de l'information sur les variables.

Discussion: la discussion est placée avant la conclusion ; la conclusion devra alors être courte. Dans cette discussion, confronter les résultats de votre étude avec ceux des travaux antérieurs, pour dégager différences et similitudes, dans le sens d'une validation scientifique de vos résultats. La discussion est le lieu où le contributeur dit ce qu'il pense des résultats obtenus, il discute les résultats ; c'est une partie importante qui peut occuper jusqu'à plus deux pages.

Le Rédacteur en chef

Sommaire

Henri Marcel SECK, Roger COLY, Ibrahima DIALLO *Impacts environnementaux de l'exploitation minière dans le département de Tivaouane au Sénégal*	15
MBAYE Ibrahima, NDOUR Salemond *Stratégies de résilience contre la diarrhée dans les quartiers de Sam, Ngane Alassane, Nimzatt et Abattoirs (Ville de Kaolack-Sénégal)*	41
KOUADIO Konan Célestin, ADAYE Kouassi Albert, TAPE Bi Sehi Antoine *L'usage des pesticides dans l'agriculture et son impact sur l'environnement dans le bassin versant urbain du Zouzouagnigbeu au quartier Lobia (Daloa- Côte d'Ivoire)*	59
Gnangoran Alida Thérése ADOU, N'Dri Ernest KOUADIO, Edoukou Fidèle BROU *Économie informelle et recompositions de l'espace urbain à Arrah : enjeux d'aménagement et de gouvernance urbaine.*	77
Kouamé Kossonou Frédéric SECRE, Paul GUEU *Christianisation et conflits religieux dans la Gold Coast précoloniale : le cas d'Assafa en pays Fanti (1849-1853)*	94
SAGNON Ibrahima, OUMAROU Laminou, DE You Linda Laetitia *Tourisme balnéaire et gestion intégrée de l'économie bleue : défis et perspectives dans la ville de San pédro (Côte d'Ivoire)*	113
Ahou Wlibly Ferdinand-Marcelle TAÏ, Bazoumana DIARRASSOUBA, *La collecte des déchets ménagers à la croisée des pratiques formelles et informelles dans la ville de Bouaké (Côte d'Ivoire)*	129
Yaya DIALLO, Abdou SENE, Oumar SY *Friches urbaines à Kolda (Sénégal) : entre potentiel de valorisation foncière et vulnérabilité aux inondations*	146
YÉO Siriki *Sites miniers abandonnés et développement rural : contraintes et opportunités pour tortiya (Centre-Nord de la Côte d'Ivoire)*	167

Brahima KABA, Moussa KABA, Oumar DOUMBOUYA *Migration, urbanisation et inégalités sociales dans la Préfecture de Siguiri : repenser les politiques d'aménagement pour une inclusion équitable*	183
ALAO CHABI CHAFFA Afouda Rodrigue, KOMI Kossi, HOUEDAKOR Koko Z. Brigitte, YABI Ibouraïma, KLASSOU Komi Selom *Impacts des risques hydroclimatiques sur le maraichage dans la ville de Parakou au nord-Bénin : vers une résilience durable*	202
DOSSO Faloukou, KOUAKOU Koffi Landry *De l'écologie intégrale "bourgienne" : entre démocratie écologique et nouvelle civilisation durable*	227
Baba DIARRA, Cheikh Tidiane WADE *Évaluation des risques sanitaires et environnementaux de quelques pesticides utilisés au Sénégal : analyse critique de l'homologation et de la dangerosité des matières actives*	246
SYLLA Yaya *Risques sanitaires liés à la précarité des toilettes publiques dans les gares routières : cas de la commune d'Adjamé (Côte d'Ivoire)*	267
ZAN Bi - Claude Évariste, OUMAROU Laminou, YERENGA Brahima *Menaces anthropiques sur les sites de nidification de tortues marines à Mani-Béréby (Grand-Béréby, Sud-ouest de la Côte d'Ivoire)*	281
Akotto Urich Odilon ASSI *Dynamique d'occupation du sol et précarité d'accès des agricultrices à la terre dans la Sous-préfecture de Soubré (Sud-ouest de la Côte d'Ivoire)*	305
KOUAME Akissi Marie-Noëlle *Perceptions de la chefferie et des populations liées à l'orpaillage illégal et risques sanitaires dans la tribu de Djran, département de Bocanda (Côte d'Ivoire)*	322
GAHIÉ Gnantin Mathias, KOFFI Yao Julien, LOUKOU Alain François *Appropriation du numérique dans la région du Cavally (ouest de la Côte d'Ivoire) : obstacles et initiatives locales*	341
KOUAME N'Guessan Marie Mireille, FADIGA Mahamadou Bascot *De la donnée satellite à la décision : conception d'un système intégré de résilience urbaine face aux inondations à Cocody (Abidjan, Côte d'Ivoire)*	353

KONATÉ Abdoulaye, YEO Navanhan, YEO Watagaman Paul *Commercialisation des dérivés du palmier à huile et autonomisation des femmes dans la sous-préfecture d'Okrouyo (sud-ouest, Côte d'Ivoire)*	366
GBOCHO Yapo Antoine, ZOMBO Jean Philippe, KOBENAN Aboidji Hamed *Problématique de l'accès aux soins de santé dans un contexte de croissance démographique accélérée dans la ville de San Pedro (sud-ouest, Côte d'Ivoire)*	387
SOGBOU-ATIORY Badjo Julienne, AKROMAN Charles Aristide Kacou *Analyse de l'influence des variables sociodémographiques sur le revenu des productrices salines de la Sous-préfecture Jacqueville (sud de la Côte d'Ivoire)*	402
Atsé Laudose Miguel ELEAZARUS *L'usage des routes non revêtues dans la ville de Daloa au centre-ouest de la Côte d'Ivoire : entre mobilités et commerces*	420
SOUAMY-LEGRAND Joseph Edmé, MALOUONO-LIVANGOU Marina Lyonel, MANIAKA Fred William *Les enjeux climatiques de l'urbanisation pour les villes du XXI^{e} siècle: étude de cas de la commune de Bacongo dans l'agglomération de Brazzaville*	433
BIGOUMOU MOUNDOUNGA Guy Obain *L'approvisionnement en eau à Libreville au Gabon : de la rareté à la débrouillardise*	447
COULIBALY Kadiatou, FOFANA Issa, DOGONI Yacouba *Insuffisance du système d'évacuation des eaux usées ménagères dans le secteur de Bankoni Zékénékorobougou à Bamako, Mali*	462
Fatou FAYE, Aliou BALDE, Oumar SALL, Ibra FAYE, Henri Marcel SECK *Dynamique de l'occupation des sols et étalement urbain dans les communes de Kolda et de Dioulacolon (Haute-Casamance, Sénégal) entre 1978 et 2025*	478
Koffi Bertrand YAO *Dynamiques migratoires et agricoles dans la recomposition de la gouvernance foncière à Gabiadji (sud-ouest ivoirien)*	491
AYEMOU Anvo Pierre, KOUAKOU Kouamé Serge, APPIA Épse Niangoran Edith Adjo *Problématique de la couverture vaccinale dans les districts sanitaires du sud et du nord-est de la ville de Baouké (centre de la Côte d'Ivoire)*	509

MAHAMADOU MOUDI Rachid, MAHAMAN MOUSTAPHA Lamine, OUMAROU Issoufou, SOULEY Kabirou *Impacts des changements climatiques sur les systèmes de production et les moyens d'existence dans les Communes Rurales de Dogo, Koleram et Tirmini (Région de Zinder, Niger)*	523
AUDRON Berchmans Giraldo, M'BOUKA MILANDOU Idriss Auguste Williams *Influence des contraintes géomorphologiques sur l'aménagement des équipements publics de santé à Brazzaville : cas des sites des CSI Domaine et Mpio, dans l'arrondissement 9 Djiri (République du Congo)*	549
KOFFI Brou Dieudonné, DIBY Hosé Prunel *Penser l'environnement comme bien commun en Afrique : vulnérabilités socio-environnementales et responsabilités collectives*	573
NIAMKE Gnanké Mathieu *Circuits informels des produits pharmaceutiques à partir d'Adjamé Roxy : acteurs, stratégies et enjeux (Abidjan-Côte d'ivoire)*	590
Abdoulaye SOULAMA, N'Guessan Arsène KOUADIO, Kpan Noël VEI *L'économie circulaire, une approche innovante pour la gestion durable des déchets des marchés de proximité face aux risques sanitaires et environnementaux dans la ville de Bouaké (centre de la Côte d'Ivoire)*	607
N'GORAN Kouamé Fulgence, KONAN Aya Suzanne, AOUA Boua André *Production du beurre de makoré à Zaïpobly au sud-ouest de la Côte d'Ivoire : entre savoir-faire féminin, économie rurale et perspectives touristiques*	625
Adama SISSOKO, Mahamadou ABOCAR, Mah COULIBALY *Disponibilité des poubelles dans les bureaux du Grand Bamako : déterminants et enjeux*	644
YAO N'zué Pauline épse SOMA *Activités vivrières et contraintes structurelles chez des femmes dans la sous-préfecture de Buyo au Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire*	659
Djiby SOW, Guéne FAYE, Oumar FAYE *Inégalités socio-territoriales et vulnérabilités hydrosanitaires dans les villes secondaires du Sénégal oriental*	678

Boubacar Siddy DIALLO, Djiby SOW, Koffi AMOITA, Diarrasouba BAZOUMANA *Equipements urbains et inégalités perçues à Kindia en Guinée inventaire et analyse des acteurs*	691
KOUAKOU Amoin Cinthia *Digitalisation des données sanitaires : un code de traçabilité pour l'optimisation du suivi des patients au Centre de Santé Communautaire Urbain (CSUCOM) à Abidjan : cas du quartier d'Angré dans la commune de Cocody*	708
YAO ÉPOUSE ASSAHI Akoissi Ida Natacha *Effluents liquides des industries et risques environnementaux en Côte d'Ivoire*	728
KOUASSI Konan, YAYA Dosso, CONDE Mamoudou, HEBELAMOU Roger *Cartographie de l'occupation du sol de la ville de N'Zérékoré en Guinée de 1974 à 2025*	744
Babacar NDAO, Cherif Aïdara Amadou Lamine FALL, Henri Marcel SECK *Variabilité climatique et adaptation des exploitations agricoles familiales du département de Nioro du Rip (Sénégal)*	761
Ndey Ngandzo Hippolyte Pépin *L'économie informelle à Brazzaville : entre précarité, résilience et enjeux de formalisation*	779
Adelin Leclerc MASSAMBA MACKOUNDY, Jean-Luc MOUTHOU, André Wilfrid LANDA *L'accès à l'eau dans les quartiers périphériques de Brazzaville (République du Congo)*	795

ÉQUIPEMENTS URBAINS ET INÉGALITÉS PERÇUES À KINDIA EN GUINÉE INVENTAIRE ET ANALYSE DES ACTEURS

Boubacar Siddy DIALLO, Doctorant
Département de géographie, Université de Kindia
Email : dialloboubacarsiddy506@gmail.com
Djiby SOW, Assistant
Département de géographie, Université de Kindia
Email : sowsowdjiby@gmail.com
Koffi AMOITA, Assistant
Département de géographie, Université de Kindia
Email : kamoatta@gmail.com
DIARRASSOUBA Bazoumana, Professeur Titulaire CAMES
Département de géographie, Université de Kindia
Email : diarrabazo@yahoo.com
(Reçu le 30 août 2026 ; Révisé le 21 septembre 2026 ; Accepté le 30 septembre 2026)

Résumé

À Kindia, l'accès aux équipements collectifs soulève des enjeux de desserte et de programmation communale. L'étude a pour objectif d'analyser les inégalités perçues dans la distribution spatiale des équipements dans cette ville. Elle associe une analyse thématique de 19 fiches d'entretien constituées de 2022 à 2024 à un inventaire descriptif issu d'une enquête Kobo. Cet inventaire comprend 837 enregistrements ; 821 sont retenus pour la cartographie après contrôle géographique. Les entretiens font ressortir des besoins scolaires, sanitaires, hydrauliques et marchands, une desserte jugée moins favorable dans les quartiers périphériques et enclavés, ainsi que des difficultés de mobilisation du foncier, de financement et de coordination des investissements. Les acteurs interrogés relient donc les déficits perçus à la fois à l'organisation spatiale des services et aux conditions de leur programmation. La confrontation des sources conduit à distinguer la présence déclarée d'un équipement de son accessibilité effective. Ces résultats qualitatifs orientent un diagnostic communal, sans établir un gradient d'accès mesuré ni une représentativité statistique des perceptions recueillies.
Mots-clés : Kindia ; équipements urbains ; perceptions ; inégalités spatiales ; gouvernance locale.

URBAN FACILITIES AND PERCEIVED INEQUALITIES IN KINDIA GUINEA INVENTORY AND STAKEHOLDER ANALYSIS

Abstract: In Kindia, access to collective facilities raises issues regarding service coverage and municipal planning. Accordingly, this study aims to analyze perceived inequalities in the spatial distribution of urban facilities in Kindia. It combines a thematic analysis of 19 interview records compiled between 2022 and 2024 with a descriptive inventory based on a Kobo survey. The inventory contains 837 records, of which 821 are retained for mapping after geographic screening. Interviews reveal needs in education, health, water supply and commercial facilities, perceived poorer provision in peripheral and poorly connected neighbourhoods, and difficulties in securing land, funding and coordinated investment. Respondents thus associate perceived shortfalls with both the spatial organisation of services and the conditions under which investments are planned. Comparing the sources highlights the distinction between the reported presence of a facility and effective access to its services. These qualitative findings inform a municipal diagnosis without establishing a measured accessibility gradient or statistically representative perceptions.

Keywords: Kindia; urban facilities; perceptions; spatial inequalities; local governance.

Introduction

Dans les villes secondaires, l'implantation des équipements collectifs conditionne les possibilités d'accès à l'éducation, aux soins, à l'eau et aux activités économiques. La présence d'un équipement ne garantit cependant ni son fonctionnement, ni son coût abordable, ni son accessibilité depuis les quartiers habités. À Kindia, l'enquête associe des entretiens d'acteurs à un relevé d'équipements collecté avec Kobo. Elle permet de décrire les domaines et sous-types recensés, puis de confronter ces observations aux perceptions de la desserte. La mesure des inégalités d'accès exige en complément des sites validés, une population de référence et des données de déplacement. La distinction entre présence et accès s'inscrit dans plusieurs approches complémentaires. W. G. HANSEN (1959, p. 73-76) définit l'accessibilité à partir des possibilités d'interaction offertes par la distribution des activités et les conditions de déplacement. K. LUCAS (2012, p. 105-113) montre que les difficultés de transport peuvent limiter l'accès aux services et participer à l'exclusion sociale. S. GRAHAM et S. MARVIN (2001) analysent les relations entre réseaux d'infrastructure et fragmentation urbaine. Enfin, J.-P. FAGUET (2014, p. 2-13) examine les effets de la décentralisation sur la responsabilité publique et les contraintes financières. Ces travaux permettent d'aborder les équipements comme des services dont l'usage dépend de leur localisation, des mobilités et des capacités institutionnelles ; ils ne constituent pas une preuve empirique de ces mécanismes à Kindia. Le contexte institutionnel guinéen mérite une place dans cette lecture. L'étude comparative de J.-E.

BIDOU, I. DROY et E. FAUROUX (2008, p. 225-238) examine la gouvernance locale et la décentralisation en Guinée et à Madagascar. Elle invite à situer les propos des acteurs de Kindia dans l'organisation des compétences et des ressources communales. Le présent corpus ne permet toutefois pas de démontrer à lui seul un effet de la centralisation financière sur chaque équipement observé. L'étude part de la question centrale suivante : comment les acteurs impliqués dans la gestion des équipements urbains à Kindia décrivent-ils les besoins, les différences d'accès entre secteurs de la ville et les contraintes de leur planification, et que révèlent la composition de l'inventaire et la localisation des observations disponibles ? L'étude a pour objectif d'analyser les inégalités perçues dans la distribution spatiale des équipements urbains à Kindia. Elle part d'un inventaire descriptif par domaine et sous-type, de l'examen de la répartition déclarée et de l'analyse des besoins et contraintes rapportés par les acteurs. L'hypothèse de travail est que les difficultés perçues associent une desserte jugée moindre en périphérie à des contraintes de foncier, de financement et de coordination. L'existence d'une dynamique urbaine rapide ou d'un gradient d'accessibilité reste à tester avec des séries temporelles, des limites spatiales et des données démographiques adaptées. L'analyse présente d'abord le terrain et les sources, puis les besoins et contrastes rapportés, avant de discuter la portée des constats à la lumière des travaux sur les services urbains et la justice spatiale.

1. Méthodologie

1.1. Cadre spatial de l'étude

Kindia est le chef-lieu de la région éponyme en Guinée et se trouve sur l'axe national N1. La figure 1 situe la région dans le pays, la préfecture et la ville au sein de la région, puis l'emprise urbaine des observations. Les limites ADM0, ADM1 et ADM2 proviennent de la Banque mondiale ; les surfaces bâties et les voies du fond local proviennent des données OpenStreetMap. La figure 2 complète cette localisation par les limites et les noms des quartiers figurant dans le diagnostic urbain de 2009. La figure 3 permet de confronter ce découpage à la typologie d'urbanisation du même rapport. Ces cartes proviennent du rapport de diagnostic sur l'eau et l'assainissement réalisé par SCE-Memoris-CREPA pour l'Association internationale des maires francophones (AIMF) en février 2009 (p. 19-20). Elles constituent des repères historiques : leur découpage ne peut être assimilé sans validation à celui des quartiers enquêtés en 2022-2024. Le tableur de terrain associe les points GPS à 31 libellés de quartiers : leur correspondance avec les noms des cartes doit être contrôlée avant toute agrégation spatiale.

Figure 1. Localisation de la zone d'étude de Kindia dans la Guinée, la région et la préfecture

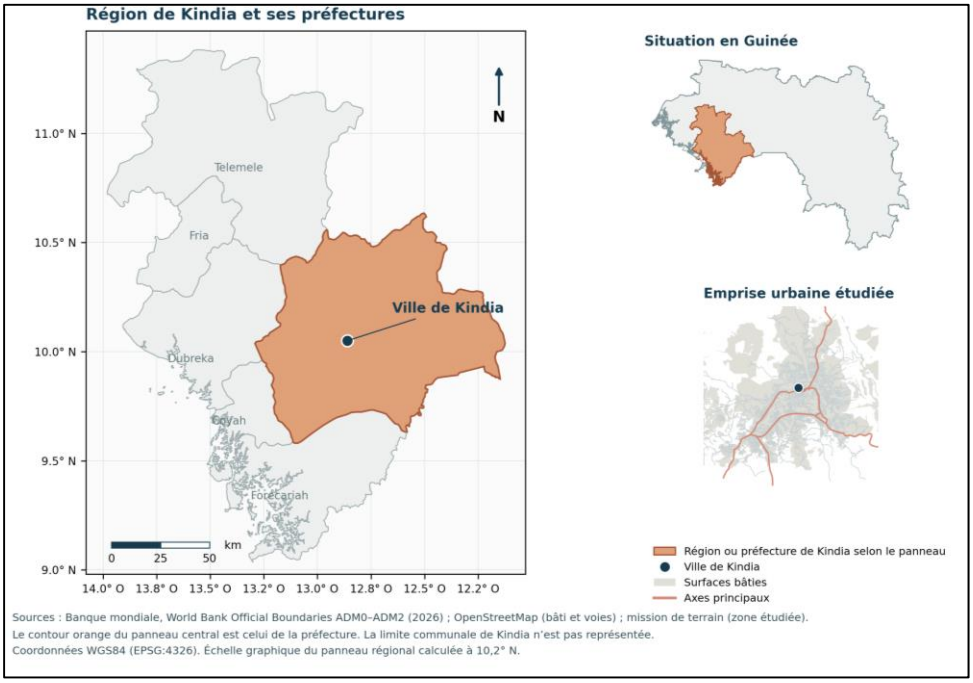
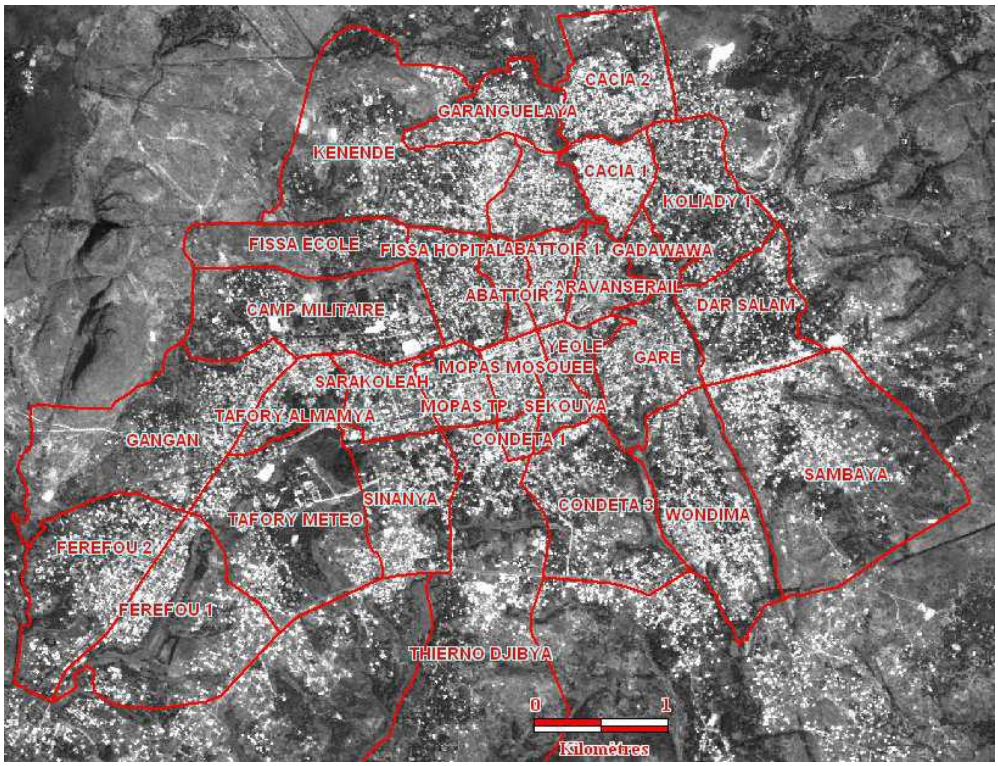
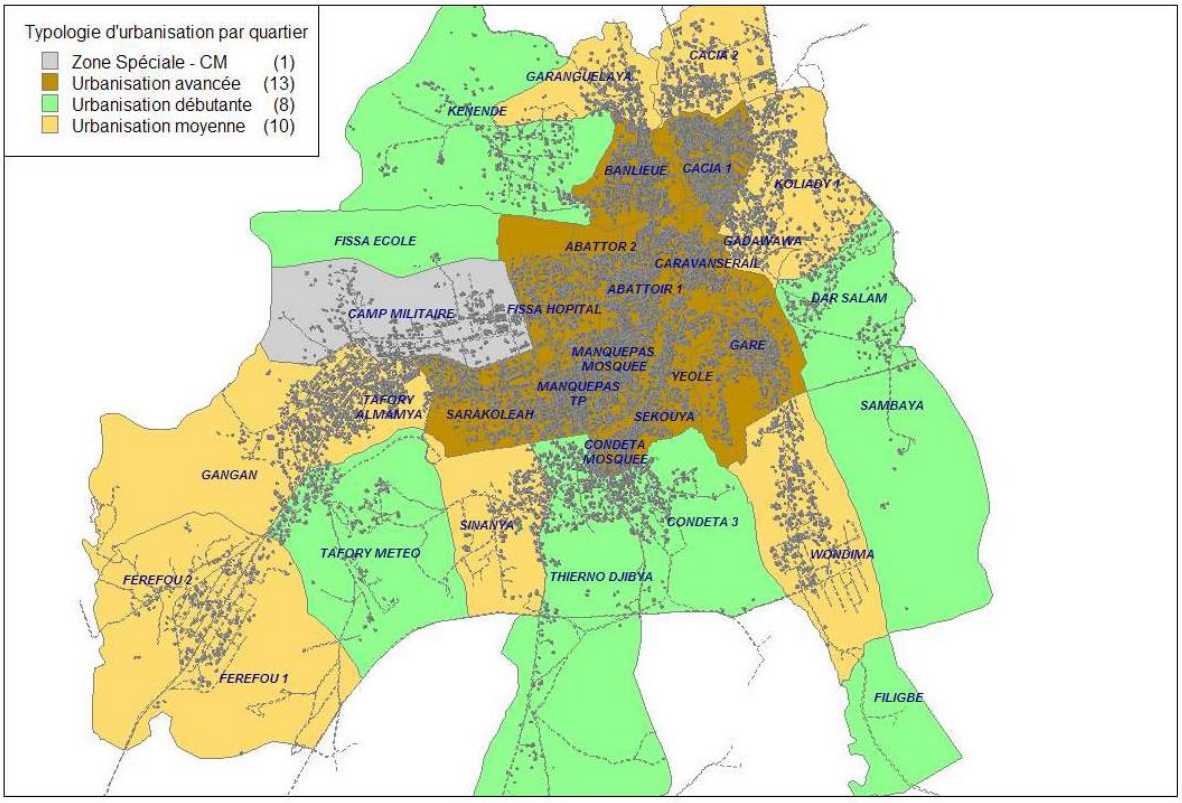


Figure 2 : Limites et noms des quartiers urbains de Kindia dans le diagnostic de 2009



Source : SCE-Memoris-CREPA, 2009, p. 19, figure 2, rapport réalisé pour l'AIMF. Carte extraite du PDF original. Le découpage correspond au diagnostic de 2009 et doit être vérifié avant son utilisation pour les observations de 2022-2024.

Figure 3 : Typologie d'urbanisation des quartiers de Kindia en 2009



Source : SCE-Memoris-CREPA, 2009, p. 20, figure 3, rapport réalisé pour l'AIMF. Carte extraite du PDF original. La classification est approximative et conçue pour les besoins du diagnostic ; elle ne décrit pas l'urbanisation actuelle.

1.2. Corpus et sélection des acteurs

L'étude de cas repose sur 19 fiches d'entretien structurées ou semi-directives constituées de 2022 à 2024 par sélection intentionnelle. Les fonctions représentées couvrent la commune, les quartiers, la planification, les partenaires, les acteurs économiques, les bénéficiaires et les services sectoriels. Le tableau 1 présente la correspondance disponible. La fiche 11 ne comporte pas de réponse exploitable et la fiche 18 n'est pas identifiée dans cette correspondance. Le statut des fiches 15 et 16 demeure incertain : les documents disponibles présentent des indications contradictoires, alors que la fiche 15 est citée pour l'électricité. En l'absence des fiches originales, les propos qui lui sont attribués restent à confirmer. Les 19 fiches ne doivent donc pas être assimilées à 19 témoignages complets.

Tableau 1: Composition du corpus qualitatif

Catégorie d'acteurs	Fiches	Apport au diagnostic
Responsables communaux	1	Décision, investissement et planification
Acteurs communautaires et responsables de quartier	2	Besoins de proximité et vulnérabilités
Techniciens de la planification et de l'habitat	3, 9, 10, 11	Urbanisme, foncier et programmation
Partenaires techniques et financiers	4	Financement et mise en œuvre de projets
Acteurs économiques	5, 6	Besoins marchands et productifs
Population bénéficiaire	7, 8	Expérience de l'accès et des coûts
Services sectoriels spécialisés	12-17, 19	Santé, éducation, énergie, eau, transport, environnement et télécommunications

Source : fiches d'entretien, 2022-2024. Correspondance de la fiche 18 non documentée.

1.3. Collecte et analyse

Les fiches abordent les équipements, leurs besoins prioritaires, les différences entre quartiers, la programmation, le foncier, les financements et la coordination. La durée des entretiens, leur mode d'enregistrement et leur transcription intégrale ne sont pas établis uniformément. Une lecture thématique comparative, inspirée de V. BRAUN et V. CLARKE (2006, p. 77-101), distingue quatre ensembles : besoins sectoriels, différenciation spatiale déclarée, planification et foncier, financement et partenariats. Chaque résultat renvoie aux fiches pertinentes. La convergence entre catégories appuie une interprétation qualitative, sans estimer la fréquence des perceptions dans la population. L'inventaire utilise le fichier « Equipements_à_Kindia_-_all_versions_-_labels_.xlsx », issu de l'enquête Kobo, qui comprend 837 lignes de données et 20 colonnes. L'unité de dénombrement est l'enregistrement d'enquête. Les espaces superflus des libellés ont été supprimés ; aucune correspondance non vérifiée entre noms de quartiers n'a été imposée. Les neuf modalités de la colonne Type sont conservées, puis détaillées à l'aide des colonnes sectorielles. La part d'un domaine est calculée en rapportant son effectif aux 837 enregistrements. Les sous-types manquants sont comptés dans leur domaine et ne sont pas redistribués. Le libellé « Marché » regroupe des activités marchandes et ne désigne pas exclusivement des marchés collectifs. Le contrôle de redondance identifie quatre lignes supplémentaires strictement identiques sur les 20 colonnes, après nettoyage des espaces. Elles sont conservées dans les effectifs bruts afin de permettre leur rapprochement avec le fichier source, mais signalées comme copies potentielles. Dans le sous-ensemble cartographié, trois lignes supplémentaires sont des copies exactes ; six lignes supplémentaires partagent le même quartier, le même domaine, les mêmes sous-types et les mêmes coordonnées. Ces répétitions ne sont pas assimilées automatiquement

à des sites uniques, car aucun nom d'établissement ni identifiant stable de site n'est disponible. Le contrôle spatial écarte de la représentation deux localisations incompatibles avec Kindia (lignes Excel 3 et 6). Pour chacune des 31 modalités de quartier, un centre médian est calculé à partir des latitudes et longitudes restantes. Quatorze observations distantes de plus de 5 km de ce centre sont isolées comme anomalies potentielles de position ou d'affectation. Ce seuil sert au contrôle de la carte et ne prouve pas que les équipements déclarés soient inexistants. Les 837 fiches sont donc conservées dans l'inventaire descriptif ; 821 sont retenues pour la figure 4. La précision GPS déclarée médiane de ces 821 observations est de 10,25 m, mais certaines valeurs dépassent largement ce niveau. L'inventaire et la carte ont ainsi des dénominateurs distincts, explicitement indiqués. Les cartes du diagnostic de 2009 (SCE-Memoris-CREPA, 2009, p. 19-20) apportent un découpage historique visible, sans fournir des polygones géoréférencés validés. L'absence de limite communale certifiée empêche de contrôler entièrement l'appartenance administrative des observations. Aucune affectation spatiale automatique aux quartiers, aucun temps d'accès, taux de couverture ou indice d'accessibilité n'est calculé.

1.4. Grille de diagnostic et protection des données

La Matrice d'équipement urbain durable (MEUD) organise les quatre dimensions examinées dans les entretiens et le relevé GPS. Elle relie les observations disponibles aux données nécessaires pour une validation ultérieure. Il s'agit d'une grille qualitative, sans pondération, score ni classement des quartiers.

Tableau 2 : Matrice d'équipement urbain durable et données nécessaires à sa validation

Dimension	Éléments disponibles	Validation nécessaire
Offre et fonctionnement	Inventaire par domaine et sous-type ; besoins exprimés dans les entretiens	Dédoublonner les sites ; vérifier leur activité, leur capacité et leurs horaires
Répartition et accès	Contraste centre-périphérie déclaré ; localisation des fiches GPS	Valider les limites ; recueillir la population, les coûts et les temps de trajet
Planification et foncier	Contraintes de programmation et d'emprises évoquées par les fiches 2 et 3	Examiner les documents fonciers, les PAI et les réalisations
Financement et coordination	Recettes et interventions des partenaires évoquées par les fiches 2 et 4	Consolider les budgets, les engagements et les responsabilités

Source : synthèse des entretiens de 2022 à 2024 et du relevé GPS transmis. La MEUD ne constitue pas un indice calculé.

Les personnes interrogées sont désignées par leur fonction et le numéro de fiche. Les données nominatives ne sont pas reproduites. Le corpus éclaire les mécanismes rapportés dans cette étude de cas, sans représentativité statistique des habitants ou des quartiers. Les modalités de consentement et d'autorisation de diffusion restent à documenter à partir des pièces de terrain.

2. Résultats

2.1. Inventaire sectoriel des équipements

L'exploitation de l'enquête fournit un inventaire descriptif de 837 enregistrements d'équipements et d'activités, répartis entre neuf domaines. Tous les enregistrements comportent un type et un quartier déclaré. Le tableau 3 présente les effectifs bruts, leur part dans le fichier et les effectifs retenus pour la carte. Ces nombres décrivent les observations de l'enquête ; ils ne constituent ni un recensement exhaustif ni des taux de desserte.

Tableau 3 : Inventaire par domaine et effectifs retenus pour la cartographie

Domaine	Fiches brutes	Part (%)	Fiches cartographiées
Éducation	170	20,31	168
Lieux de culte	130	15,53	130
Loisirs et sports	114	13,62	111
Santé	105	12,54	100
Activités marchandes (« Marché »)	98	11,71	95
Eau	90	10,75	88
Administration	63	7,53	63
Réseaux viaires	39	4,66	39
Transport	28	3,35	27
Total	837	100,00	821

Source : enquête Kobo sur les équipements de Kindia, fichier Excel transmis ; calculs sur les 837 lignes. Les pourcentages sont arrondis à deux décimales. Les 16 observations écartées concernent la carte, non l'inventaire brut.

L'éducation représente 20,31 % des enregistrements, devant les lieux de culte (15,53 %), les loisirs et sports (13,62 %) et la santé (12,54 %). Les activités marchandes et les points

d'eau comptent respectivement 98 et 90 fiches. L'administration, les réseaux viaires et le transport totalisent 63, 39 et 28 fiches. Cette composition renseigne la structure du fichier ; elle ne permet pas d'établir les domaines les mieux ou les moins bien desservis, car les unités observées sont hétérogènes et leurs capacités ne sont pas connues.

Tableau 4. Sous-types d'équipements et d'activités déclarés dans l'enquête

Domaine et effectif brut	Sous-types et effectifs
Éducation (170)	Statut : privé 84 ; public 80 ; non renseigné 6. Catégorie : primaire 86 ; lycée 42 ; collège 30 ; franco-arabe 8 ; non renseignée 4.
Lieux de culte (130)	Mosquées 119 ; églises ou chapelles 8 ; espaces funèbres 2 ; non renseigné 1.
Loisirs et sports (114)	Terrains de football 64 ; bars dansants 17 ; autres 14 ; salles de gymnase 12 ; cinémas 6 ; « salle de bain » 1.
Santé (105)	Cliniques 51 ; centres de santé 19 ; pharmacies 13 ; hôpitaux 10 ; centres médicaux 9 ; non renseigné 3.
Activités marchandes (98)	Boutiques de détail 65 ; artisanat 17 ; magasins de gros 11 ; tourisme (hôtels, bars) 4 ; non renseigné 1.
Eau (90)	Forages 69 ; bornes-fontaines 21.
Administration (63)	Secteur public 53 ; associations ou groupements 4 ; ONG 3 ; secteur privé 3.
Réseaux viaires (39)	Sous-type non renseigné pour les 39 fiches.
Transport (28)	Points d'embarquement 15 ; gares routières 11 ; non renseigné 2.

Source : colonnes sectorielles du fichier Excel, base de 837 enregistrements. Les classifications scolaires par statut et par catégorie décrivent les mêmes 170 fiches : elles ne doivent pas être additionnées. Les libellés ambigus sont conservés et signalés pour validation.

Dans l'éducation, 164 fiches renseignent le statut : 84 relèvent du privé et 80 du public. Le primaire représente 86 des 166 fiches renseignant la catégorie scolaire. Le libellé franco-arabe ne correspond pas nécessairement à un niveau scolaire comparable au primaire, au collège ou au lycée ; la nomenclature doit être précisée avant une comparaison par cycle. Pour la santé, les cliniques constituent le sous-type le plus fréquent, avec 51 fiches sur 105. Ces observations ne renseignent ni le nombre de lits, ni les personnels, ni les spécialités, ni les conditions d'accueil.

L'enquête distingue 69 fiches de forage et 21 de borne-fontaine. Elle indique ainsi la nature des points d'eau observés, sans établir leur disponibilité saisonnière, leur débit ou la population desservie. Dans les activités marchandes, 65 fiches concernent des boutiques de détail, 17 l'artisanat et 11 des magasins de gros. La lecture de ce secteur doit donc éviter

d'assimiler son effectif à un nombre de marchés. Une fiche de loisirs porte le libellé « salle de bain », qui nécessite une vérification ; les 39 fiches de réseaux viaires ne disposent d'aucun sous-type.

2.2. Lecture territoriale des besoins et répartition des observations

L'analyse des fiches fait apparaître une dissociation entre l'identification des besoins et les moyens de les satisfaire. Les responsables de quartier et les bénéficiaires évoquent des difficultés de proximité et de coût, tandis que les interlocuteurs techniques et communaux insistent sur les emprises, la programmation et les ressources. Les fiches 1 et 5 convergent sur une desserte perçue comme moins favorable dans les espaces périphériques ou enclavés. Ces témoignages soulignent la nécessité de relier les demandes locales aux conditions d'implantation et d'usage des services, sans classer les quartiers. Les localisations de l'enquête complètent cette lecture, sans valider à elles seules les contrastes exprimés.

Le fichier couvre 31 libellés de quartiers. Les effectifs bruts varient de six fiches pour Féréfou 2 à 81 pour Tafory Météo. Les cinq libellés les plus représentés sont Tafory Météo (81), Sambaya (56), Koliady 2 (51), Yéolé (45) et Bamban (40), soit 273 fiches et 32,62 % du fichier. Ces écarts décrivent l'intensité d'enregistrement par quartier déclaré ; ils ne constituent pas un classement territorial de l'offre, faute de contrôle de l'exhaustivité, des superficies et de la population.

La figure 4 représente 821 fiches GPS : quatre domaines sont distingués et les autres regroupés en gris. Les médaillons situent la ville par rapport à la Guinée, à la région et à la préfecture de Kindia ; la flèche nord, l'échelle graphique, la légende et les sources permettent de lire la carte de façon autonome. Les points se concentrent dans le noyau urbanisé au nord de l'axe routier principal. Cette intensité d'enregistrement peut tenir à des visites répétées ou à plusieurs catégories associées à un même site. Sans dédoublonnage et sans population par quartier, la carte ne mesure pas une inégalité d'accès. La lecture des limites et des noms de quartiers s'appuie sur les figures 2 et 3, présentées séparément pour éviter une superposition non contrôlée. La figure 5 apporte un complément documentaire sur les établissements sensibles et les zones d'activité ; ses effectifs relèvent du diagnostic de 2009 et ne sont pas additionnés aux fiches GPS de l'enquête.

Figure 4 : Localisation des observations GPS d'équipements autour de Kindia

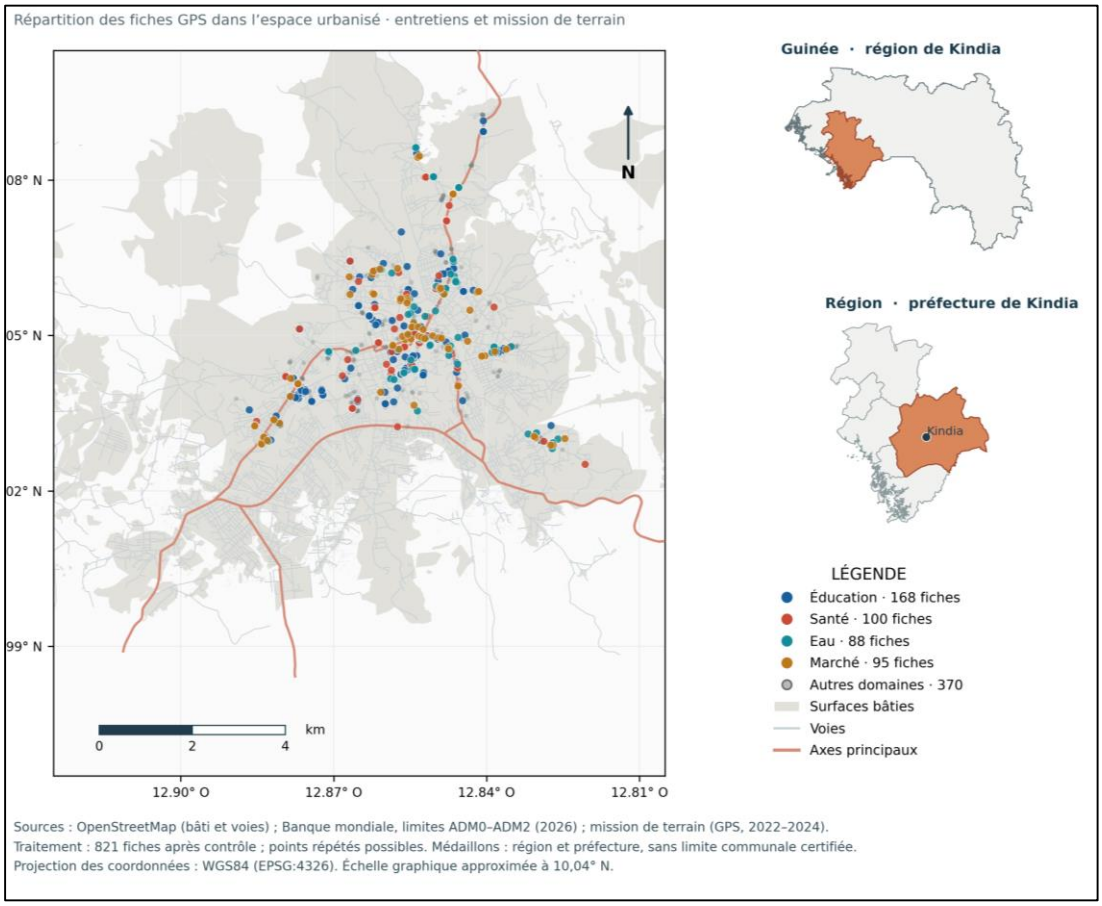
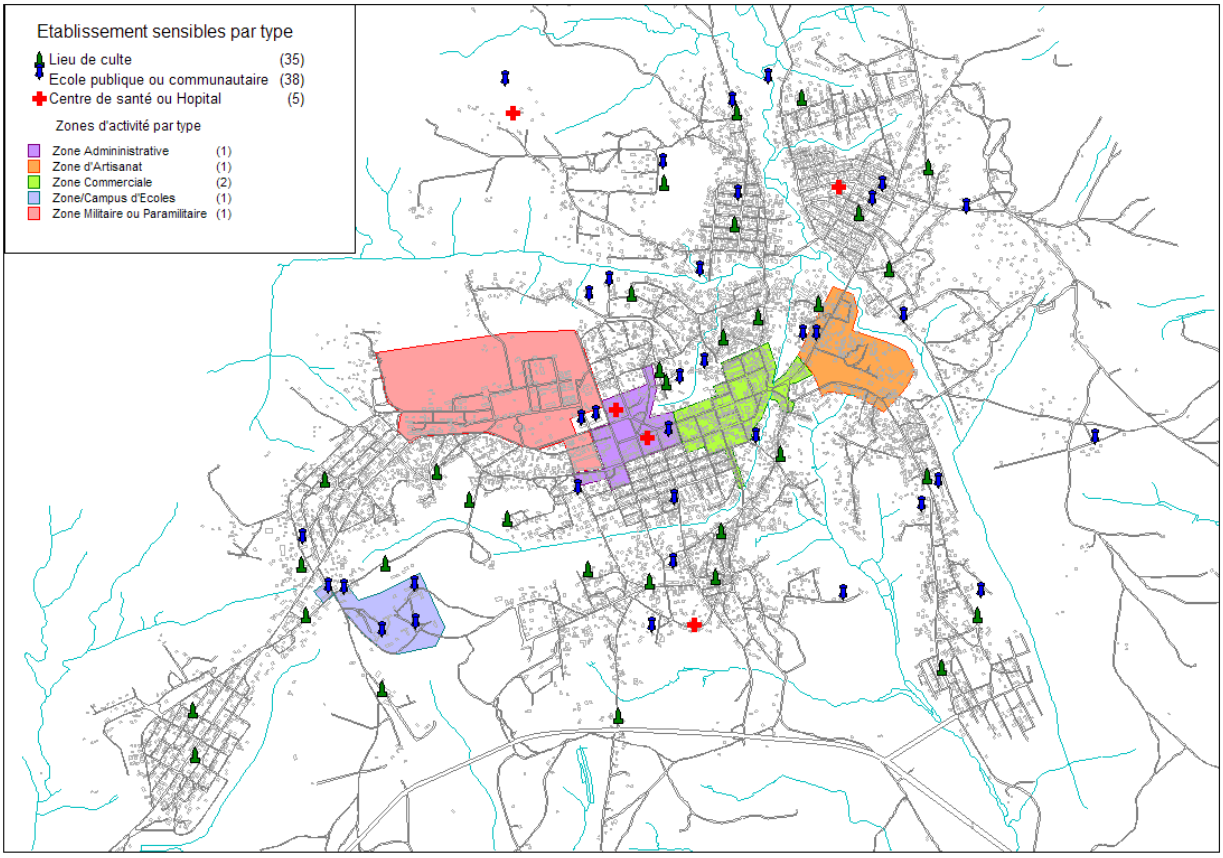


Figure 5 : Établissements sensibles et zones d'activité à Kindia dans le diagnostic de 2009



Source : SCE-Memoris-CREPA, 2009, p. 30, figure 8, rapport réalisé pour l'AIMF. Carte extraite du PDF original. Les données associent le Plan de développement communal Kindia Horizon 2015 et les observations du groupement. Les effectifs de ce diagnostic ne sont pas ceux du relevé GPS de 2022-2024.

2.3. Besoins exprimés dans les entretiens

Les fiches évoquent des besoins dans l'éducation, la santé, l'eau, l'électricité, la voirie et les équipements marchands. La fiche 2 associe aux priorités scolaires et sanitaires les infrastructures culturelles, routières et hydrauliques. La fiche 5 insiste sur les gares routières et le stockage commercial. Le tableau 5 distingue les demandes exprimées des valeurs déclarées par les services ; il ne décrit pas un inventaire des installations effectivement disponibles.

Tableau 5 : Besoins et informations rapportés dans les entretiens

Domaine	Éléments rapportés	Statut de la preuve
Éducation	Offre publique jugée insuffisante ; coût et régulation de l'offre privée questionnés	Entretiens sectoriels et ménages
Santé	Cinq centres publics déclarés pour 33 quartiers ; recours au privé perçu comme coûteux	Donnée déclarée par le service de santé (fiche 13)
Eau	Couverture surtout centrale ; capacité et abonnements communiqués par le service	Données déclarées par le service de l'eau (fiche 19)
Électricité	Transformateurs surchargés et délestages signalés	Propos attribués à la fiche 15 ; attribution à confirmer
Marchés et stockage	Demande de marchés, gares et magasins de stockage	Acteurs économiques (fiches 5 et 6)
Voirie et déchets	Enclavement périphérique et couverture partielle de la collecte signalés	Synthèse de plusieurs fiches

Source : fiches d'entretien, 2022-2024. Les valeurs sectorielles restent déclaratives.

2.4. Différences spatiales décrites par les acteurs

La fiche 1 situe les quartiers jugés les plus vulnérables parmi les espaces « périphériques et enclavés ». La fiche 5 décrit aussi une desserte plus favorable au centre. Ces témoignages convergent sur une opposition spatiale, sans fournir une liste vérifiable des équipements par quartier. Pour l'eau, la fiche 19 évoque une couverture surtout centrale et déclare 71 km de réseau, une production de 225 m^3/h et 3 869 abonnés, dont 1 937 facturés. Pour l'électricité, les propos attribués à la fiche 15 mentionnent 280 transformateurs et des délestages allant jusqu'à douze jours ; leur attribution reste à confirmer. Ces chiffres n'indiquent ni la localisation des branchements, ni les populations desservies. La répartition réelle et les temps d'accès demeurent inconnus.

2.5. Programmation, foncier et ressources

La fiche 3 associe les retards d'équipement à la mobilisation insuffisante des ressources, à l'exécution des plans annuels d'investissement (PAI) et aux difficultés de coordination. La fiche 2 mentionne l'occupation d'emprises, la rareté des espaces publics et les difficultés de respect des lotissements. Ces contraintes déclarées peuvent compliquer la réservation de terrains et la réalisation des projets ; le corpus ne contient toutefois ni registre foncier ni taux d'exécution permettant de chiffrer leurs effets. Les répondants relient également la faiblesse des investissements à la mobilisation des recettes (fiche 2).

Le partenaire interrogé estime que les infrastructures sociales de base reçoivent environ 50 % des financements et les infrastructures économiques marchandes moins de 40 % (fiche 4). Ces proportions ne proviennent pas d'un budget consolidé : elles décrivent la perception d'un interlocuteur et ne doivent pas être présentées comme des parts comptables établies.

2.6. Synthèse du diagnostic selon la MEUD

La MEUD relie l'inventaire sectoriel des tableaux 3 et 4 aux besoins exprimés dans le tableau 5, aux différences spatiales rapportées en section 2.4 et aux contraintes de programmation exposées en section 2.5. L'enquête apporte des effectifs par domaine, des sous-types et des localisations ; les entretiens éclairent les coûts, les besoins et les difficultés d'investissement. Leur rapprochement ne constitue pas une validation indépendante des chiffres déclarés par les services : les 105 fiches de santé, comprenant notamment des pharmacies et des cliniques, ne sont pas directement comparables aux cinq centres publics mentionnés par la fiche 13. La matrice permet d'organiser les constats et les vérifications nécessaires, sans calculer un gradient d'accessibilité ou un classement des quartiers.

3. Discussion

L'inventaire documente la diversité des équipements et des activités relevés à Kindia : 837 fiches couvrent neuf domaines, tandis que les entretiens font apparaître des besoins multisectoriels, un contraste centre-périphérie déclaré et des obstacles de programmation. La distinction des sous-types est essentielle pour interpréter ces constats. Une pharmacie, une clinique et un hôpital ne fournissent pas les mêmes services ; une boutique et un marché collectif ne sont pas équivalents. Le nombre de fiches décrit donc la composition des observations, mais ne mesure pas la capacité d'accueil ou la desserte. Le coût, la continuité des réseaux, le foncier et l'organisation des décisions participent aussi à l'accès. Cette interprétation rejoint l'approche de R. BATLEY et C. MCLOUGHLIN (2015, p. 275-285), qui relie la fourniture des services à leurs caractéristiques et aux rapports politiques, ainsi que l'analyse des capacités de décentralisation de P. SMOKE (2003, p. 7-16). À Kindia, les données permettent de décrire les équipements déclarés et les mécanismes évoqués par les acteurs, sans établir leur poids causal respectif. Le cas guinéen précise cette comparaison. J.-E. BIDOU, I. DROY et E. FAUROUX (2008, p. 225-238) abordent la gouvernance locale dans un cadre national ; les entretiens de Kindia décrivent, à l'échelle d'une ville, des difficultés de coordination et de mobilisation des ressources. Cette mise en relation éclaire les contraintes rapportées, sans permettre de mesurer l'effet des politiques de décentralisation. Le contraste spatial déclaré invite à examiner les inégalités d'accès sous l'angle de la justice territoriale. Il ne démontre cependant pas que tous les

quartiers périphériques soient moins équipés ni que tous les habitants du centre bénéficient du même service. La densité, le coût, les capacités des installations et les trajets quotidiens peuvent modifier cette géographie. La fiche 8 suggère de tenir compte de la vulnérabilité sociale en plus de la densité. Une comparaison avec l'approche de la justice spatiale d'E. W. SOJA (2010) reste donc conceptuelle : les données ici rassemblées ne permettent pas d'en tester empiriquement la distribution. Le rapprochement avec la littérature précise cette distinction. L'approche de W. G. HANSEN (1959, p. 73-76) explique pourquoi un effectif d'équipements ne suffit pas à caractériser l'accessibilité : les possibilités de déplacement et la distribution des activités doivent aussi être considérées. Les travaux de K. LUCAS (2012, p. 105-113) invitent à examiner les contraintes de mobilité et les ressources des ménages, deux dimensions que les fiches évoquent sans les quantifier. La lecture des réseaux proposée par S. GRAHAM et S. MARVIN (2001) aide à interpréter les contrastes de continuité des services rapportés pour l'eau et l'électricité ; elle ne permet pas de conclure à une fragmentation mesurée de Kindia. Enfin, J.-P. FAGUET (2014, p. 2-13) souligne les enjeux de responsabilité et de soutenabilité financière de la décentralisation. Les contraintes de recettes et de coordination décrites ici sont compatibles avec ces enjeux, mais leur effet sur les réalisations doit être vérifié à partir des budgets et des projets exécutés. La portée de l'étude est limitée par la sélection intentionnelle et la complétude variable des entretiens, ainsi que par les conditions de constitution de l'inventaire. Les quatre copies exactes supplémentaires du fichier brut, les autres répétitions possibles et l'absence d'identifiant stable d'équipement empêchent de certifier le nombre de sites distincts. Les deux localisations incompatibles avec Kindia et les 14 observations éloignées du centre médian de leur quartier déclaré affectent l'analyse géographique, mais ne justifient pas la suppression automatique des déclarations sectorielles. L'absence de limite communale validée, de population par quartier et de données sur les capacités, la fonctionnalité et les trajets limite les comparaisons d'accès. La croissance de la ville et l'évolution du nombre de quartiers ne sont pas évaluées par une série historique homogène. Une validation des sites et de la nomenclature, associée à des limites officielles et à une enquête sur les déplacements, permettrait de transformer cet inventaire descriptif en diagnostic de desserte.

Conclusion

L'étude répond à la question des équipements de Kindia en associant un inventaire descriptif de l'enquête Kobo aux perceptions des acteurs locaux. Le fichier comprend 837 enregistrements répartis entre neuf domaines et 31 libellés de quartiers. L'éducation est le domaine le plus représenté avec 170 fiches, devant les lieux de culte, les loisirs et sports et la santé. L'exploitation des sous-types précise cette composition : l'offre scolaire déclarée comprend des structures publiques et privées, les fiches sanitaires regroupent

plusieurs catégories de services, et les observations marchandes concernent principalement des boutiques, des ateliers et des magasins. Ces distinctions permettent de dépasser une lecture globale du nombre d'équipements et d'identifier les informations nécessaires à leur comparaison. Les entretiens complètent cet inventaire en décrivant des besoins scolaires, sanitaires, hydrauliques et marchands, ainsi que des difficultés de desserte dans les espaces périphériques et enclavés. Les acteurs associent ces difficultés à la disponibilité foncière, au financement et à la coordination des investissements. Les observations géographiques rendent visible la localisation des fiches, mais ne suffisent pas à confirmer un gradient d'accessibilité. Les différences d'effectifs entre quartiers peuvent refléter autant la distribution des installations que les modalités de collecte. L'hypothèse d'une articulation entre desserte périphérique et contraintes institutionnelles reçoit ainsi un appui qualitatif ; sa validation territoriale demeure ouverte. L'étude rapproche la composition sectorielle de l'inventaire, les localisations et les besoins exprimés. La MEUD organise ces dimensions et permet de distinguer les constats disponibles des informations à recueillir. Elle montre que la programmation ne peut reposer uniquement sur un dénombrement : la capacité, le fonctionnement, le coût et les conditions de déplacement déterminent aussi l'usage des équipements. L'inventaire constitue une base de travail pour les services communaux et sectoriels, à condition de conserver la traçabilité des observations et d'éviter d'interpréter les fréquences comme des taux de couverture. La consolidation de cette base exige de vérifier les copies et les sites potentiellement répétés, d'attribuer un identifiant stable à chaque établissement et de préciser les catégories ambiguës. Elle suppose aussi de contrôler les localisations, de valider les limites des quartiers et de documenter les capacités et la fonctionnalité des installations. L'ajout des populations desservies et des temps de trajet permettrait ensuite d'évaluer les écarts d'accès. Sur cette base, une programmation concertée pourrait relier les besoins exprimés, les emprises disponibles et les ressources mobilisables, avec un suivi des réalisations. Ces vérifications rendraient l'inventaire utilisable pour la programmation et permettraient de tester les inégalités territoriales perçues à Kindia.

Références bibliographiques

BATLEY Richard et MCLOUGHLIN Claire, 2015, « The politics of public services: A service characteristics approach », World Development, 74, p.275-285. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.05.018

BIDOU Jean-Étienne, DROY Isabelle et FAUROUX Emmanuel, 2008, « Décentralisation, gouvernance locale et lutte contre la pauvreté : les cas de la Guinée et de Madagascar », Cahiers de l'Association Tiers-Monde, 23, p.225-238. https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010045910

BRAUN Virginia et CLARKE Victoria, 2006, « Using thematic analysis in psychology », Qualitative Research in Psychology, 3(2), p.77-101. https://doi.org/10.1191/1478088706qp063oa

FAGUET Jean-Paul, 2014, « Decentralization and Governance », World Development, 53, p. 2-13. https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X13000089

GRAHAM Stephen et MARVIN Simon, 2001, Splintering Urbanism: Networked Infrastructures, Technological Mobilities and the Urban Condition, Londres, Routledge.

HANSEN Walter G., 1959, « How Accessibility Shapes Land Use », Journal of the American Institute of Planners, 25(2), p.73-76. https://doi.org/10.1080/01944365908978307

LUCAS Karen, 2012, « Transport and social exclusion: Where are we now? », Transport Policy, 20, p. 105-113. https://doi.org/10.1016/j.tranpol.2012.01.013

SCE-MEMORIS-CREPA, 2009, Étude sur l'eau et l'assainissement à Kindia, Guinée. Rapport de diagnostic - état des lieux de la situation existante, rapport réalisé pour l'Association internationale des maires francophones (AIMF), février, 159 p. Cartes utilisées : figure 2, p. 19 ; figure 3, p. 20 ; figure 8, p. 30.

SMOKE Paul, 2003, « Decentralisation in Africa: Goals, dimensions, myths and challenges », Public Administration and Development, 23(1), p.7-16. https://doi.org/10.1002/pad.255

SOJA Edward William, 2010, Seeking Spatial Justice, Minneapolis, University of Minnesota Press, 288 p.